

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le G20, la nasse, les gros et les petits poissons

- Economie -

Date de mise en ligne : dimanche 21 novembre 2010

Démocratie & Socialisme

Les dirigeants des 20 pays les plus riches de la planète (90 % du PIB mondial), réunis à Séoul les 11 et 12 novembre avaient tous le même objectif : donner encore plus de pouvoirs aux marchés (aux spéculateurs) afin qu'ils mettent fin aux déséquilibres monétaires et commerciaux qui ébranlent l'économie mondiale. Cela revenait, en fait, à renforcer le pouvoir de ceux-là mêmes qui étaient et sont toujours à l'origine de ces déséquilibres mondiaux et de la crise bancaire et financière de 2008-2009.

C'est pourquoi ce G20 n'a même pas « accouché d'une souris » comme l'affirment tant d'éditoriaux. Il n'a fait que constater les déséquilibres existants tout en réaffirmant sa volonté de maintenir le cadre (la mondialisation néolibérale) qui a produit ces déséquilibres.

Ils disent refuser la guerre commerciale. Mais à quoi se livraient donc depuis trois décennies les dirigeants du G7 et du G8, si ce n'est à une guerre commerciale où les multinationales du Nord imposaient leur loi aux pays du Sud ?

La différence, aujourd'hui, est que les classes dominantes des pays émergents (Chine, Inde, Russie, Brésil...) font partie du G20, veulent leur part du gâteau et ont dorénavant les moyens de participer à cette guerre commerciale sans subir la loi des États-Unis et de l'Europe. Dans le texte final adopté à Séoul, le G20 affirme sa volonté d'aller jusqu'au bout de la libéralisation du commerce mondial. Mais c'est justement cette libéralisation qui est à l'origine des déséquilibres actuels en mettant directement en concurrence des pays aux niveaux de salaires, de protection sociale et de productivité du travail extrêmement différents.

Ils affirment refuser la guerre des monnaies et ils ont inclus dans le texte leur rejet de toute « dévaluation compétitive ». Mais ces termes n'ont aucun sens dans le système monétaire actuel, un régime de changes (dits « flottants ») où la valeur d'une monnaie n'est pas fixée par la décision politique d'un ou plusieurs états mais par les marchés des changes.

Ce qui génère les déséquilibres monétaires actuels, c'est justement que la valeur des monnaies ne fasse pas l'objet d'une délibération politique entre États ou unions d'État mais qu'elle soit le fruit de la spéculation sur le marché des changes. Cela n'empêche pas le texte final de Séoul de demander que ce marché puisse fonctionner sans la moindre entrave.

La politique néolibérale de libéralisation du commerce mondial et des mouvements de capitaux, de la transformation de la monnaie en marchandise, a mené l'économie mondiale au bord du gouffre lors de la crise 2008-2009. Les dirigeants du G20 ne renoncent pas pour autant à la mondialisation libérale. Ils choisissent, au contraire, la fuite en avant.

Ils n'ont pas d'autre horizon que la nasse (la mondialisation néolibérale) qu'ils ont eux-mêmes construite. L'idée d'une véritable coopération entre États ne les effleure même pas. Chacun d'entre eux espèrent qu'il deviendra le plus gros des poissons en dévorant les plus petits. Leur seul projet collectif est donc de consolider la nasse afin d'empêcher les plus petits poissons de s'échapper. C'est l'unique règle du jeu sur laquelle ils aient réussi à se mettre d'accord à Séoul.

Des divergences étalées au grand jour

Après avoir réaffirmé leur volonté de garder la règle du « tous contre tous » qui génère tous les déséquilibres

mondiaux, ils ne leur restaient plus qu'à étaler leurs divergences aux grands jours. Ils l'ont fait aussitôt, sans même pouvoir échapper au ridicule de fixer comme prochain objectif du G20, non pas de résorber les déséquilibres économiques mondiaux mais de « mesurer » leur ampleur.

Les dirigeants des pays dont les excédents commerciaux sont considérables, la Chine et l'Allemagne, ne veulent surtout pas les réduire.

Les dirigeants des États-Unis, dont le déficit commercial est tout aussi considérable que l'excédent chinois (il y a sans doute quelque rapport entre les deux) viennent d'injecter 600 milliards de dollars dans l'achat des titres de leur dette publique pour inonder le marché mondial de billets verts. Ils espèrent ainsi faire baisser le dollar et relancer leurs exportations, tout en freinant les importations chinoises et européennes. Cela ne les empêche pas de condamner avec la plus grande énergie les pratiques similaires de la Chine et la « sous-évaluation » du Yuan.

Les dirigeants brésiliens se plaignent de ce que quelques dizaines de milliards de ces nouveaux dollars vont venir spéculer contre leur dette publique et pénaliser leurs exportations en faisant augmenter la valeur du réal.

Les pays de la zone euro, à l'exception de l'Allemagne, subissent une double peine : l'euro cher entrave leurs exportations en dehors de la zone euro et, à l'intérieur de la zone euro, ils subissent le dumping social de l'Allemagne qui exporte en Europe les 2/3 de sa production, aux dépens des autres pays européens. L'Allemagne ne subit que la première peine, celle de l'euro cher auquel les dirigeants allemands tiennent d'ailleurs particulièrement. .

Mais tous sont d'accord pour garder le cadre actuel des échanges commerciaux, de la libre circulation des capitaux, celui de la mondialisation néolibérale. Avant tout, il leur importe de sauvegarder la nasse !

Le FMI réaffirme quel est son véritable patron : les États-Unis

Faisant d'abord mine de renvoyer dos-à-dos la Chine et les USA, le directeur général du FMI n'a pas pu s'empêcher de défendre ouvertement les intérêts des États-Unis en affirmant qu'il faudrait que la Chine recentre « le plus vite possible » son économie sur sa demande interne plutôt que d'axer sa croissance sur les exportations. Les dirigeants américains considèrent maintenant, en effet, que les exportations chinoises sont de plus en plus contraires à leurs intérêts, au fur et à mesure que leur déficit commercial s'accroît et que les produits chinois issus de technologies de pointe viennent concurrencer les produits américains.

C'est vraiment merveilleux venant du directeur général d'une institution qui n'a cessé pendant trois décennies d'utiliser le boulet de leur dette publique pour imposer aux pays du Sud le recentrage de leurs économies sur leurs exportations au détriment de leur « demande interne ». Quand ce ne sont pas les intérêts des États-Unis qui sont en jeu, le FMI n'a, en effet, aucun scrupule à sacrifier la « demande interne », les besoins sociaux même vitaux, hier des populations des pays du Sud, aujourd'hui de celles des pays du Sud, de l'Est et de la Grèce.

Le même directeur général, s'est félicité, en marge du G20 de Séoul, de la « réforme » du FMI qui accorde 2 sièges de plus sur 24 aux pays émergents, aux dépens de l'Europe, mais qui surtout laisse intact le droit de veto des États-Unis. Ces derniers conservent, en effet, leur quota de 17,67 % des voix alors que la majorité pour les décisions importantes est fixée à 85 % par les statuts du FMI. Les États-Unis restent donc bien les véritables patrons du FMI et le Directeur général de cette institution s'en félicite publiquement.

Nicolas Sarkozy, le G20, l'Union européenne

Sarkozy vient de perdre avec la longue bataille des retraites une bonne partie de ce qui lui restait de sa stature nationale. Il compte bien sur le G20 dont il assurera la présidence jusqu'à novembre 2011, pour tenter de semer l'illusion qu'à défaut de stature nationale, il aurait acquis une stature internationale. Il a d'ailleurs déjà programmé une rencontre avec Barack Obama et Jacob Zuma, le président d'Afrique du Sud, un voyage en Chine... Les caméras vont se précipiter !

Sa tâche s'avère des plus ardues. Ce n'est pas en ressasant, comme il le fait aujourd'hui, la même antienne sur la « moralisation du capitalisme » qu'il pourra convaincre ceux qui ont vu de près comment, dans son propre pays, il « moralisait le capitalisme » en faisant peser le poids de 85 % de sa « réforme » des retraites sur le salariat et 15 % seulement sur le capital. .

Il s'est fixé trois objectifs dont on ne voit pas très bien comment ils pourraient être atteints.

1er objectif : la réforme du système monétaire international. Ce sera « un nouveau Bretton Woods » annonce-t-il, avec le sens des nuances qui le caractérise.

Pas de chance pour lui, le système monétaire international instauré en 1944 était un système de « changes fixes » où les décisions de dévaluer ou de réévaluer une monnaie dépendaient de décisions politiques.

Le texte adopté à l'unanimité par le G20 à Séoul, en novembre 2010, proclame exactement le contraire puisqu'il réaffirme que c'est aux marchés de fixer la valeur des monnaies, en balayant tout ce qui pourrait entraver leur pouvoir. Il faut bien sûr compter au nombre de ces entraves, la taxe sur les changes que Sarkozy déclarait, lors de sa dernière intervention télévisée, vouloir mettre en place pour venir en aide à l'Afrique.

Sarkozy aura donc beaucoup de chemin à parcourir. Il devra d'ailleurs commencer par essayer de se convaincre lui-même de l'intérêt d' « un nouveau Bretton Woods » puisqu'il vient d'approuver le texte de Séoul qui s'oppose frontalement à cet objectif.

2e objectif : la maîtrise des fluctuations de matières premières.

Là encore, on lui souhaite bien du plaisir. Le G20 vient de confirmer sa marche vers la libéralisation du libre-échange en amenant à son terme le cycle de Doha décidé par l'Organisation Mondiale du Commerce. Or, c'est justement cette libéralisation qui livre le cours des matières premières aux spéculateurs et qui est à l'origine de l'ampleur des fluctuations des matières premières. Là encore, Sarkozy devra se montrer très persuasif envers lui-même puisqu'il a approuvé le texte de Séoul et, par la même occasion, la volonté de mener à son terme le cycle de Doha.

3e objectif : la gouvernance mondiale.

Il est vrai que Sarkozy estime que la réforme du FMI, qui vient d'accorder quelques miettes aux pays émergents et qui laisse le pouvoir de décision aux États-Unis, relève du « miracle ». Ses ambitions, en ce domaine, sont donc sans doute très limitées. La comparaison entre les objectifs qu'il avait fixés pour réformer la « gouvernance » de la zone euro et les résultats obtenus confirment, sans ambiguïté, les limites de ces ambitions.

Tout personne un tant soit peu sensée aurait pensé qu'améliorer la « gouvernance » de la zone euro revenait à

Le G20, la nasse, les gros et les petits poissons

donner plus de poids aux décisions politiques et moins de poids aux mécanismes automatiques, aux fameux 3 % de déficits publics, issus du traité d'Amsterdam de 1997 et intégrés au traité de Lisbonne en 2008.

C'est exactement le contraire qui a été mis en place par Sarkozy et Merkel. C'est, au final, un renforcement des mécanismes de sanctions automatiques prévus par le traité d'Amsterdam qui est instauré. Une soumission complète aux « marchés financiers », nom plus présentable que se donnent les spéculateurs. Un système relevant plus de la robotique que de la démocratie et qui risque d'étouffer sans pitié la chaotique reprise économique qui se profile timidement en Europe.

Les trois objectifs que Nicolas Sarkozy affirme s'être fixé sont donc, tous, en complète contradiction avec la toute puissance des marchés auxquels le sommet de Séoul comme l'Union européenne viennent de renouveler leur confiance. Rendez-vous à Cannes, en novembre 2011, non pour le festival mais pour une autre forme de cinéma : le sommet du G20 et la dernière séance de Nicolas Sarkozy à la présidence de cet organisme.

Jean-Jacques Chavigné